

ÉCONOMIE & POLITIQUE | BELGIQUE

Bruxelles s'interroge et prépare son avenir à l'université

Brussels Citizens University doit déboucher sur des actions concrètes, sur base de débats entre 100 orateurs, dont 35 universitaires.

INTERVIEW

Stéphanie Dechamps

Depuis hier soir, les portes de Brussels Citizens University (BCU) se sont ouvertes sur le campus de la VUB. Tout le week-end, des Bruxellois et quelques intervenants extérieurs débattront sur l'avenir de Bruxelles en 16 thèmes. Plus de 750 personnes sont inscrites. L'initiative vient d'une douzaine d'organisations patronales, syndicales, universitaires et associatives. Elle est chapeautée par Aula Magna, et son secrétaire général Alain Deneef.

Le débat commence fort avec en ouverture «Bruxelles dans la réforme de l'Etat»...

► C'est un des nouveaux thèmes. L'institutionnel fait son entrée dans les débats. Vendredi soir, nous avions une présentation des visons des groupes de réflexion fédéraux, flamands, wallons et bruxellois. Deux professeurs, un flamand et un francophone, étaient présents comme témoins. Samedi après-midi ce sera un peu plus ardu, on parlera finance-

ment. Et il y a de nombreux inscrits. J'espère juste que les deux orateurs du «groupe de haut niveau» fédéral seront libérés de leurs obligations.

Votre week-end tombe au moment où Bruxelles est un sujet épineux au fédéral. C'est voulu?

► Non. L'événement était planifié depuis de nombreux mois. La date a été arrêtée en juillet. Après la clôture des Etats Généraux, fin 2009, on a voulu une autre formule en reprenant globalement les mêmes thèmes. On a voulu

“

100 orateurs pour 16 thèmes bruxellois qui vont du financement à la culture en passant par l'urbanisation.

aussi savoir où nous en étions après 17 mois, 2 élections et une crise politique qui se renforce.

BCU 2010, c'est une suite des Etats Généraux?

► Non, c'est plutôt un prolongement. Et nous espérons le refaire chaque année. Les 35 pages de

conclusions des Etats Généraux sont dans tous les cabinets et sont régulièrement consultées. Mais ce ne sont que des pistes. Ici, le but est qu'après chaque session, les intervenants s'engagent sur un ou deux points concrets. Et cette fois, nous incluons les politiques écartés lors de la réflexion citoyenne des Etats Généraux. Il y a 5 ministres bruxellois sur les 8, et des ministres ou mandataires des autres régions.

N'est ce pas trop bruxello-bruxellois. Les Flamands invi-

tés sont modérés?

► Les Flamands bruxellois sont d'abord attachés à leur ville. Mais nous ne ronronnons pas entre Bruxellois. Bien sûr, il y a des thèmes qui n'intéresseront qu'eux, comme le Plan de Développement régional (PRD). Mais dans la réflexion sur la loi de fi-

nancement, il y a un professeur de la KULeuven, du groupe Vives qui inspire la N-VA! Il y aura aussi de nombreux académiques wallons et flamands dans les autres thèmes, comme celui des villes.

Côté économique, vous avez seulement le thème Metropolitan Brussels 2018?

► On ne sait pas tout faire en un week-end. Nous avons quasi autant de thèmes que lors des Etats Généraux qui se sont déroulés sur trois mois. L'économique est un peu moins à l'ordre du jour. Mais le patronat va venir présenter son projet d'hinterland économique bruxellois. Ils vont surtout montrer l'étude qui les a poussés à cette initiative, et les avancées de Brussels Metropolitan 2018. Il y aura aussi deux personnes qui n'ont pas le même point de vue sur les frontières de cet hinterland. Ce débat a lieu dimanche matin.

Quels sont les débats qui vous tiennent le plus à cœur?

► C'est difficile de choisir. Je dirais la loi de financement et le débat sur l'Europe du samedi matin. C'est là où nous avons le plus d'inscrits. Et mon coup de cœur va à la session festival des jeunes bruxelloises. Ceci nous servira de test pour un projet dans un an ou deux. ■



Alain Deneef remet le couvert 18 mois après les Etats Généraux bruxellois.